

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article3151>



Blandine Turki : les responsabilités syndicales

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2020-2021 - CN novembre 2020 -



Publication date: samedi 28 novembre 2020

Creation date: 28 décembre 2020

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

La situation confère au syndicalisme une responsabilité particulière : nous devons réfléchir à notre stratégie syndicale à moyen terme, projection difficile, tant la crise et les errements du pouvoir rendent le futur instable.

L'augmentation des inégalités scolaires n'est pas seulement la conséquence du confinement, elle est bien le produit de l'imbrication des effets de la pandémie et d'une politique éducative dont les fondements sont inégalitaires et ségrégatifs. La pandémie et la politique éducative de Blanquer se conjuguent pour produire une école dégradée incapable de répondre aux exigences en termes de transmission des savoirs. L'individualisation des apprentissages par la destruction de collectifs apprenants, le resserrement des contenus d'enseignement sur des disciplines instrumentales contribue à une école encore plus morcelée. Les résultats des évaluations CP/CE1, confirment une augmentation des inégalités scolaires pendant le confinement, mais particulièrement manifeste en REP+, là où le ministre a concentré les moyens afin d'assujettir les pratiques enseignantes. Et la gestion sanitaire catastrophique nous fait craindre le pire pour nos écoles. Nous devons donc répondre à Blanquer et au covid, aux 2 dans le même temps.

Manque d'anticipation de la seconde vague pourtant attendue, absence de budget pour les services publics, protocole sanitaire indigent... alors le MEN navigue entre dissimulations et mensonges. Après le « nous sommes prêts », il tente de duper le grand public en diffusant des données chiffrées erronées qui ne parviennent pas à masquer sa volonté de minimiser la circulation du virus. Il en va de même dans son traitement dogmatique et manquant singulièrement de scientificité des résultats des évaluations qui sont pourtant un aveu d'échec de sa politique.

Il nous revient d'objectiver le réel tant sur la question sanitaire que dans la lutte contre les inégalités scolaires et la mise sous tutelle de l'agir enseignant. Face aux mensonges du ministère, il nous faut publiciser les conséquences concrètes de ses orientations. Cela demande d'y consacrer une part conséquente de notre activité.

Mais cette objectivation du réel n'a de sens que si on s'emploie à en tirer nos revendications pour l'école, l'école d'aujourd'hui et celle de demain. Si les premières de corvée se sont retrouvées en première ligne pendant la crise, ne laissons pas leurs enfants payer les errements de notre ministère. Nous devons construire la mobilisation de la profession et des usagers de l'école pour contrer la politique d'affrontement que mène le gouvernement contre le salariat et les classes populaires. Nous avons décidé d'une grève en décembre, mais ce ne sera pas suffisant. A nous d'imposer un plan d'urgence pour l'école qui sera appelé à être pérennisé. Nous avons déjà des mandats : cela passe par l'allègement des effectifs, par des recrutements immédiats et massifs, NOTRE plus de maîtres que de classes, l'obligation scolaire jusqu'à 18 ans, la reconstitution des RASED...

Nos revendications doivent avoir comme fil à plomb l'augmentation de la dimension collective des apprentissages et le temps pour les traiter sur l'ensemble de la scolarité. Produisons du matériel en ce sens en direction de la profession. L'école de demain, nous devons la définir explicitement, la bâtir dès maintenant. Blanquer a été averti : à son école du tri social répondons par la revendication partagée d'une école démocratique et émancipatrice. Lors du premier confinement, où nous avons tenu pour nos élèves et leur famille, nous avons espéré le monde et l'école d'après, nous avons échangé sur ce qu'ils pourraient être. Il est maintenant temps de d'agir.